

Les migrations mixtes dans le Sahel Central évoluent dans un environnement sécuritaire en mutation rapide et dans un contexte politique régional changeant, notamment avec la création récente de l'Alliance des États du Sahel (AES).<sup>1</sup> Ces changements ont [accru](#) la dépendance à l'égard des services de passeur·se·s,<sup>2</sup> qui étaient déjà [répandue](#) dans la région. Cependant, il y a un manque de recherches récentes et actualisées sur le rôle des passeur·se·s de migrant·e·s et sur la dynamique du trafic dans le contexte de cette évolution au Sahel Central.

Basé sur 1,913 enquêtes menées entre mai et août 2024, cette étude fournit une compréhension spécifique au contexte, basée sur des faits probants et actualisée de l'utilisation des passeur·se·s par les migrant·e·s dans le Sahel Central. Elle met en évidence la gamme de services de passeur·se·s auxquels les migrant·e·s font appel pour faciliter leur voyage et examine les différents rôles joués par les passeur·se·s au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Ce snapshot explore également la perception qu'ont les migrant·e·s de leurs interactions avec les passeur·se·s. En outre, il offre une perspective comparative avec une [publication de 2021](#) qui examinait la prévalence et les rôles des passeur·se·s le long des routes migratoires mixtes au Mali, au Niger et en Libye.<sup>3</sup> Ce snapshot fait partie d'une série de publications du MMC en 2025 qui examinent les tendances du trafic d'êtres humains au Sahel Central.

## Principales conclusions

- La plupart des personnes interrogées font appel à un·e seul·e passeur·se pour une partie spécifique de leur voyage (51%), plutôt que pour tout le voyage (33%).

- Les passeur·se·s continuent à assister principalement les mouvements transfrontaliers (63%) et au sein des pays (39%), en facilitant souvent les interactions avec les autorités (41%).
- Les migrant·e·s ont également souvent recours aux services des passeur·se·s pour répondre à leurs besoins fondamentaux, tels que l'hébergement (30%), la nourriture et l'eau (23%) ou l'accès aux médicaments (8%).
- Près de la moitié (49%) des personnes interrogées qui ont reçu de l'aide au cours de leur voyage ont désigné les passeur·se·s comme le principal fournisseur, devant la famille et les ami·e·s (44%) et les autres migrant·e·s (42%).
- Les passeur·euse·s sont considéré·e·s comme la source d'information la plus fiable (27%) parmi celles et ceux qui cherchent des informations sur les itinéraires, les destinations, les coûts et les risques.
- Les migrant·e·s ont généralement une opinion positive de leur(s) passeur·se(s), 83% d'entre elles et eux se déclarant satisfait·e·s des services fournis et seulement 12% se sentant induits en erreur.
- Seul·e·s 3% des répondant·e·s ont identifié les passeur·se·s comme des auteur·ice·s potentiel·le·s d'abus dans des endroits dangereux.

## Profils

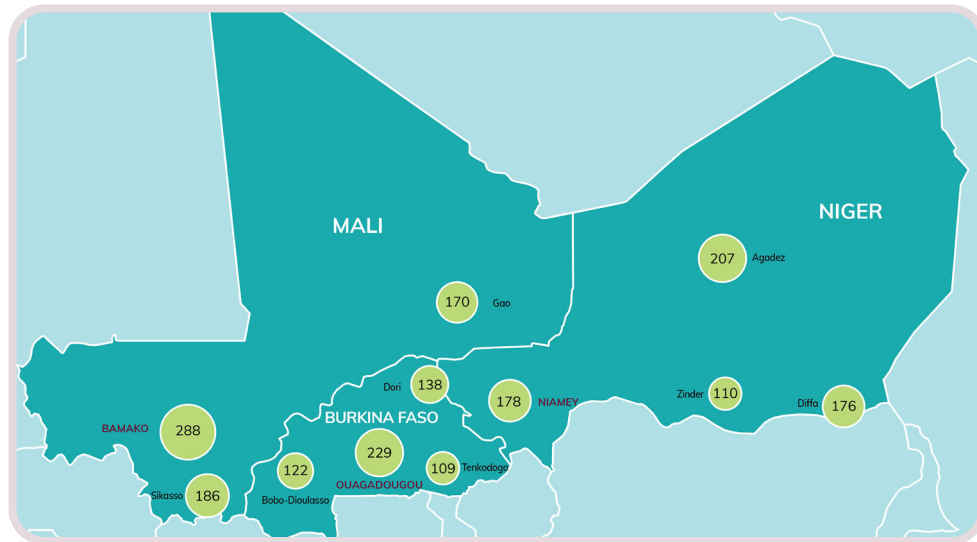
Cette étude s'appuie sur 1,913 enquêtes menées auprès de migrant·e·s ayant eu recours aux services de passeur·se·s. Les personnes interrogées l'ont été dans 11 lieux différents au Niger (n=671), au Mali (n=644) et au Burkina Faso (n=598), dont plus d'un tiers (38%) dans l'une des capitales (voir carte 1). Une méthodologie d'échantillonnage raisonné a été appliquée pour interroger les migrant·e·s qui ont utilisé les services d'un ou de plusieurs passeur·se·s.

1 Pour plus d'informations, voir le focus thématique de l'[Afrique de l'Ouest – Synthèse trimestrielle des tendances de migrations mixtes \(Q3\)](#)

2 Pour plus d'informations sur la compréhension du trafic d'êtres humains par la MMC, consultez le site <https://mixedmigration.org/what-is-mixed-migration/>.

3 La comparaison n'est valable que pour les résultats au Niger et au Mali, car le champ géographique a changé entre 2021 (qui incluait la Libye) et 2024 (qui incluait le Burkina Faso). En outre, l'échantillon de 2021 était beaucoup plus petit, avec 516 répondants interrogés en Libye (n=216), au Mali (n=150) et au Niger (n=150), contre 1,913 en 2024

## Carte 1. Lieux des entretiens



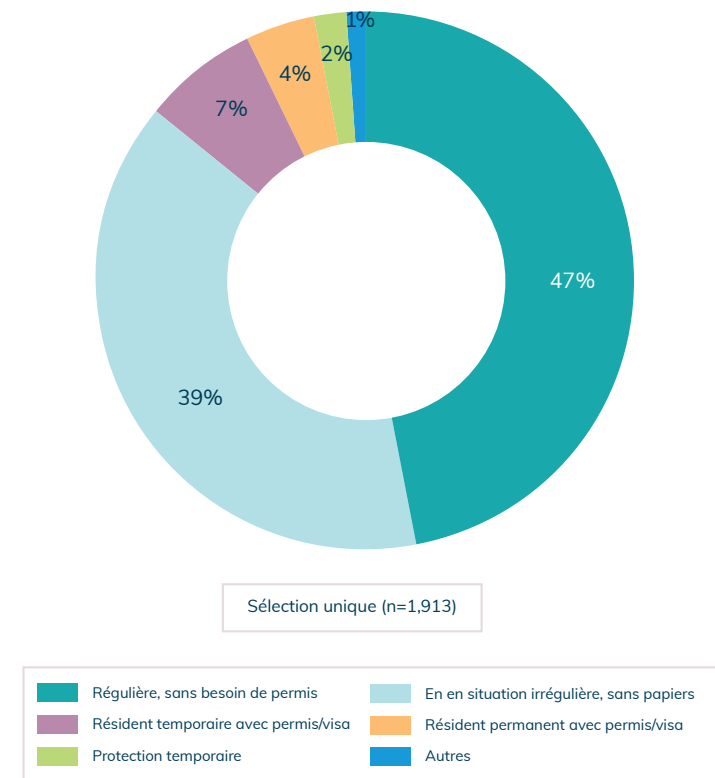
L'échantillon se compose de 59% d'hommes (n=1,126) et de 41% de femmes (n=787). La répartition par sexe varie d'un pays à l'autre, avec une proportion plus élevée d'hommes au Niger (60%) et au Burkina Faso (64%), tandis que le Mali présente une répartition plus équilibrée avec 49% d'hommes et 51% de femmes.<sup>4</sup> Un large éventail de nationalités (27 au total) des pays d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique Centrale et d'Afrique du Nord est représenté dans les trois pays d'enquête, la plus grande diversité se trouvant au Mali (25).<sup>5</sup> Les nationalités les plus courantes parmi tou-te-s les migrant-e-s interrogé-e-s sont celles des pays d'Afrique de l'Ouest, en particulier le Nigeria (15%), la Côte d'Ivoire (11%) et le Togo (11%).

## La plupart des migrant-e-s utilisant les services des passeur-se-s possèdent des documents légaux qui leur permettraient normalement de voyager par des voies régulières

- 4 Pour une analyse plus détaillée et intersectionnelle du genre, lire le snapshot du MMC sur la dynamique du genre dans les interactions entre les passeurs et les migrants dans le Sahel central.  
5 Contre 21 au Niger et 20 au Burkina Faso

La majorité des migrant-e-s interrogé-e-s qui ont tou-te-s indiqué avoir eu recours à un-e passeur-se se sont déclaré-e-s en situation régulière au moment de l'entretien (voir Figure 1). Ceci s'applique particulièrement aux personnes interrogées au Burkina Faso, où 80% ont déclaré être en situation régulière au moment de l'entretien,<sup>6</sup> contre 52% au Mali et 50% au Niger. Par conséquent, même les migrant-e-s disposant de documents de voyage valides continuent de faire appel à des passeur-se-s pour contourner les difficultés, les retards et les coûts associés aux restrictions de mouvement et à l'insécurité sur les itinéraires réguliers.

Figure 1. Quel est votre statut migratoire actuel?<sup>7</sup>



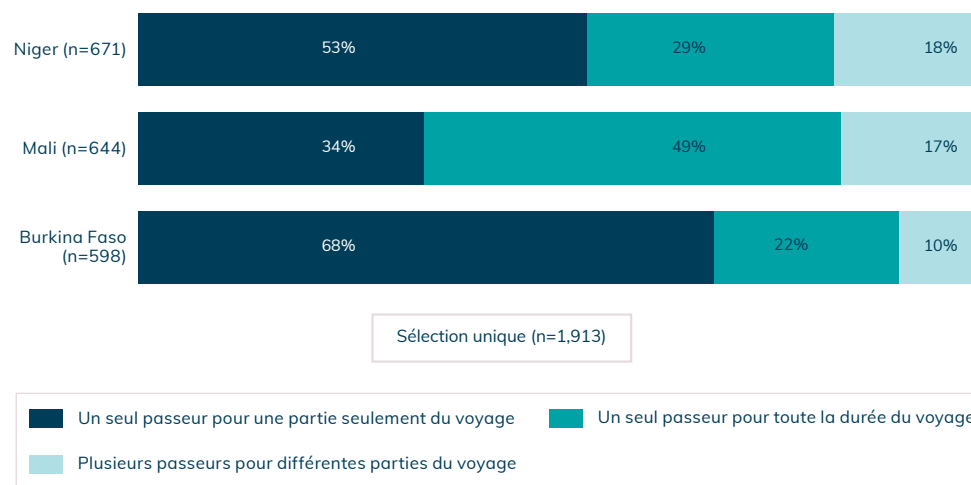
- 6 Combinaison de 6 options de réponse : "Résident permanent (avec permis/visa)", "Migrant régulier sans besoin de permis", "Protection temporaire", "Résident temporaire (avec permis/visa)", "Demandeur d'asile" et "Réfugié".  
7 Les options de réponse avec moins de 25 répondant-e-s ont été regroupées dans la catégorie "Autres" et comprenaient "Le permis n'est plus valide/expiré" (n=17), "Réfugié" (n=10), "Demandeur d'asile" (n=4), "Ne sait pas" (n=2).

## Le recours des migrant·e·s aux passeur·se·s dépend du contexte, nombre d'entre elles et eux choisissant de faire appel à des passeur·se·s pour des segments spécifiques de leur voyage

Dans la plupart des cas, le recours aux services d'un·e passeur·se est occasionnel plutôt que systématique tout au long du voyage. Dans l'ensemble, la moitié des personnes interrogées (51%) déclarent avoir eu recours aux services d'un·e seul·e passeur·se pour une partie seulement de leur voyage, tandis qu'un tiers (33%) ont fait appel à un·e seul·e passeur·se pour l'ensemble du voyage. Seul·e·s 16% ont fait appel à plusieurs passeur·se·s pour différentes étapes de leur parcours migratoire. Cela suggère que de nombreux·ses migrant·e·s font appel à des passeur·se·s de manière sélective pour surmonter les obstacles dans des zones spécifiques, tout en choisissant des voies régulières pour les parties de leur voyage où les conditions sont plus favorables.

Les stratégies des migrant·e·s pour faire appel à des passeur·se·s varient en fonction du contexte (voir figure 2). Le recours à un·e seul·e passeur·se pour l'ensemble du voyage est le plus courant au Mali (49%), où l'[insécurité croissante pousse les passeur·se·s](#) à faciliter les mouvements internes. En revanche, la majorité des personnes interrogées au Burkina Faso (68%) et au Niger (53%) ont fait appel à un·e seul·e passeur·se pour une partie spécifique de leur voyage, par exemple à des frontières particulières, tels que [les frontières Bénin-Niger et Nigeria-Niger](#).

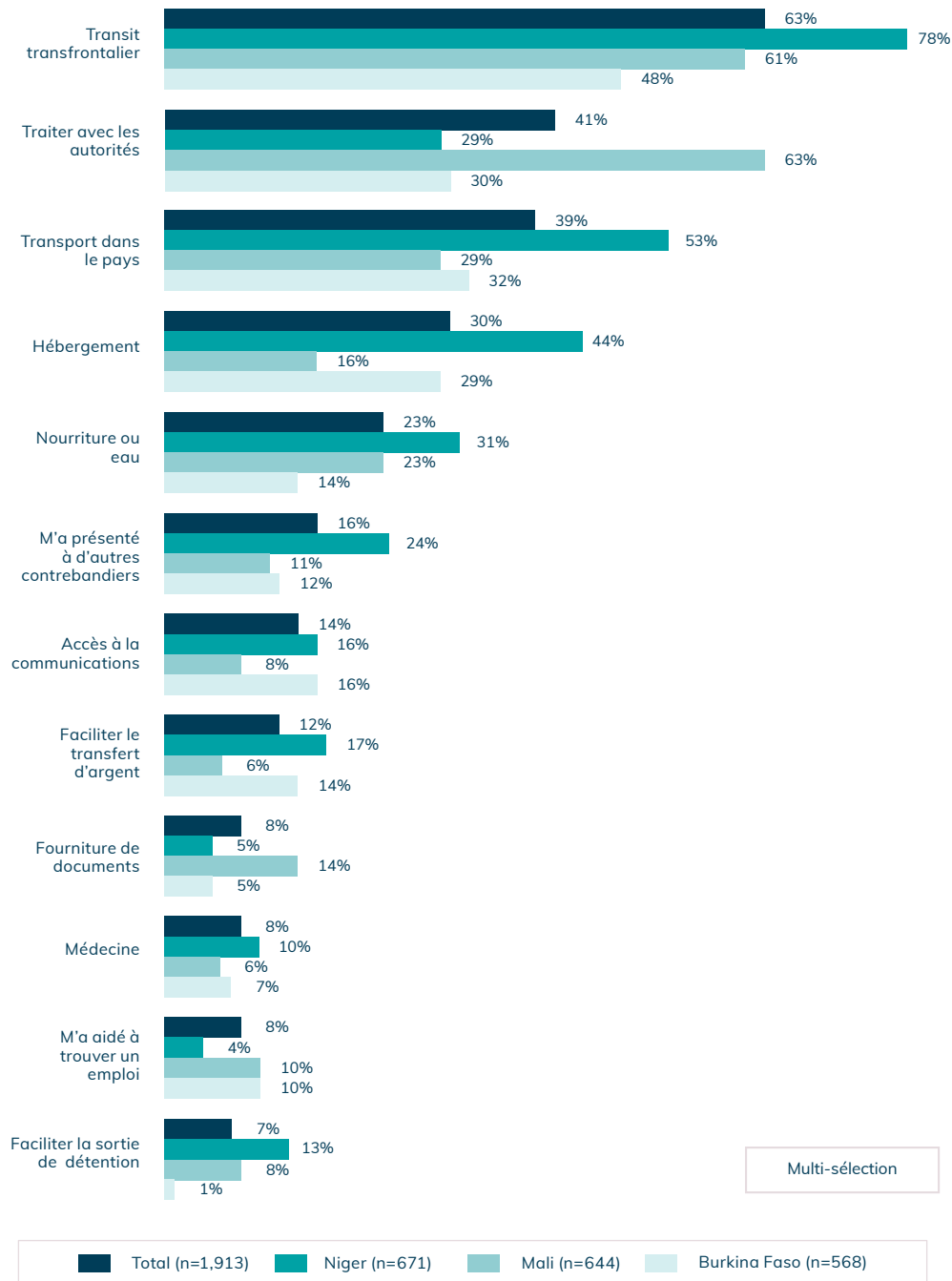
Figure 2. Différentes stratégies dans l'utilisation des services de passeur·se·s, par pays d'interview



## Les passeur·se·s facilitent principalement les déplacements, combinant souvent ce rôle avec la satisfaction des besoins essentiels et la coordination des voyages migratoires

Les passeur·se·s sont impliqué·e·s dans divers aspects de la facilitation du voyage des migrant·e·s. Près des trois quarts (72%) de tou·te·s les répondant·e·s déclarent recevoir de multiples services de la part de leurs passeur·se·s (voir Figure 3). Conformément au fait que les répondant·e·s du Burkina Faso dépendent davantage d'un·e seul·e passeur·se pour une partie seulement du voyage, ils/elles font plus souvent appel à des passeur·se·s pour un seul type de service (45%) que les répondant·e·s du Mali (27%) et du Niger (15%).

**Figure 3. Que vous a fourni le·a passeur·se? Par pays d'entretien**



Les passeur·se·s facilitent principalement les déplacements, en aidant au passage des frontières (63%), aux interactions avec les autorités (41%) et aux voyages à l'intérieur des pays (39%). Le recours aux passeur·se·s pour le franchissement des frontières est le plus élevé parmi les personnes interrogées au Niger (78%), ce qui reflète l'impact de la fermeture des frontières avec le Nigéria (jusqu'en mars 2024) et le Bénin suite au coup d'État militaire de 2023 et aux sanctions de la CEDEAO. Au Mali, les restrictions de circulation accrues dans un contexte d'insécurité croissante pourraient expliquer pourquoi près des deux tiers (63%) des personnes interrogées ont fait appel à des passeur·se·s pour traiter avec les autorités, lors de contrôles de sécurité par exemple, facilitant ainsi [des voyages plus rapides](#).

Les passeur·se·s jouent également un rôle crucial dans la satisfaction des besoins de base, en particulier le long des routes migratoires vers et à l'intérieur du Niger (voir Figure 3). Dans l'ensemble, 30% des personnes interrogées ont déclaré avoir été logées, 23% ont reçu de la nourriture et de l'eau et 8% des médicaments par l'intermédiaire de passeur·se·s. Les passeur·se·s sont également d'important·e·s fournisseur·se·s d'assistance. Parmi les 1,151 personnes interrogées qui ont reçu de l'aide en cours de route, les passeur·se·s sont les pourvoyeur·se·s les plus fréquemment cité·e·s (49%), suivi·e·s par la famille et les ami·e·s (44%), les autres migrant·e·s (42%) et les populations locales (25%). Le Burkina Faso est une exception, où les passeur·se·s ont été cités en quatrième position (29%) comme fournisseur·se·s d'aide par celles et ceux qui ont reçu de l'aide en route et ont été interrogé·e·s dans ce pays (n=294).<sup>8</sup>

Les passeur·se·s jouent également le rôle de coordinateur·ice·s le long des routes migratoires, facilitant les contacts avec d'autres passeur·se·s (16%), la communication (14%), les transferts d'argent (12%), et même l'accès à des opportunités d'emploi (8%). Au niveau national, les comparaisons avec les résultats de 2021 indiquent un déclin du rôle des passeur·se·s dans la mise en relation de leurs utilisateur·ice·s avec d'autres passeur·se·s, tant au Mali (de 29% en 2021 à 11% en 2024) qu'au Niger (de 33% à 24%). Cela reflète l'utilisation courante des services de passeur·se·s pour une partie seulement des voyages des migrant·e·s, en particulier dans les [régions](#) où le transport est assuré par des acteur·ice·s locaux·ales qui se livrent au trafic d'êtres humains comme une source de revenus supplémentaire, parallèlement à d'autres sources de revenus, plutôt que d'être intégré·e·s dans des réseaux de passeur·euse·s plus vastes et bien coordonnés.

<sup>8</sup> Derrière les autres migrants (70%), la famille et les amis (33%) et les populations locales (32%).

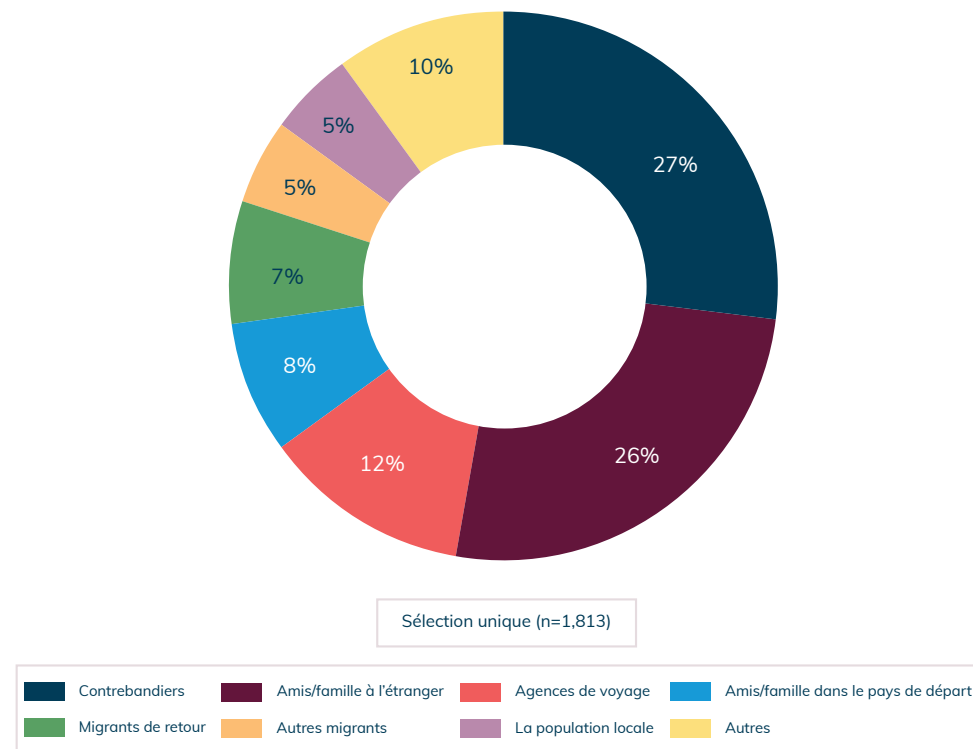
## Les passeur·se·s sont la source d'information la plus fiable parmi leurs utilisateur·ice·s.

Les passeur·se·s jouent un rôle important en tant que fournisseur·se·s d'informations pendant le voyage. Parmi les répondant·e·s qui ont reçu des informations avant le départ (n=1,711), les passeur·se·s (44%) sont la troisième source d'information la plus fréquente, derrière la famille et les ami·e·s à l'extérieur (64%) et à l'intérieur (50%) du pays de départ. Cependant, les passeur·se·s deviennent la première source d'information pour 64% des répondant·e·s qui ont reçu des informations pendant leur voyage (n=1,646), dépassant la famille et les ami·e·s à la fois dans le pays de départ (34%) et à l'étranger (52%), ainsi que les autres migrant·e·s (34%) et les populations locales (27%). En revanche, seule une petite partie des personnes interrogées qui ont obtenu des informations en cours de route ont mentionné des sources officielles telles que les gouvernements nationaux (8%), les ambassades étrangères (1%) et les ONG/ONU (1%). 79% des migrant·e·s interrogé·e·s au Niger qui ont reçu des informations au cours de leur voyage (n=629) ont identifié leur(s) passeur·se(s) comme source, ce qui souligne l'influence des passeur·se·s sur les décisions des migrant·e·s concernant les itinéraires, les destinations, les coûts et les risques sur place.

### Les passeur·se·s sont souvent perçu·e·s comme une source d'information fiable.

Parmi les personnes ayant cherché des informations avant ou pendant leur voyage (n=1,813), les passeur·se·s (27%) ont été identifié·e·s comme la source la plus fiable, suivi·e·s de près par la famille et les ami·e·s à l'étranger (26%) (voir figure 4). Les agents de voyage ont également été mentionné·e·s (12%), souvent considéré·e·s comme des facilitateur·ice·s de mouvement similaires aux passeur·se·s. Les personnes interrogées au Mali (n=602) ont plus souvent identifié leur(s) passeur·se(s) comme la source d'information la plus fiable (37%). Au Burkina Faso (n=563) et au Niger (n=648), les passeur·ses arrivent en deuxième position (22% et 24% respectivement), derrière la famille et les ami·e·s à l'étranger (27% et 32% respectivement). Notamment, très peu de répondant·e·s ont identifié des sources officielles telles que les gouvernements nationaux (<1%), les ambassades étrangères (<1%), ou les ONG/ONU (<1%) comme étant fiables, ce qui souligne un manque total de confiance dans les acteurs institutionnels pour ce qui est des informations relatives à la migration.

Figure 4. Parmi toutes les sources, quelle a été la source d'information la plus fiable?<sup>9</sup>



## La perception des passeur·se·s par les migrant·e·s est généralement positive

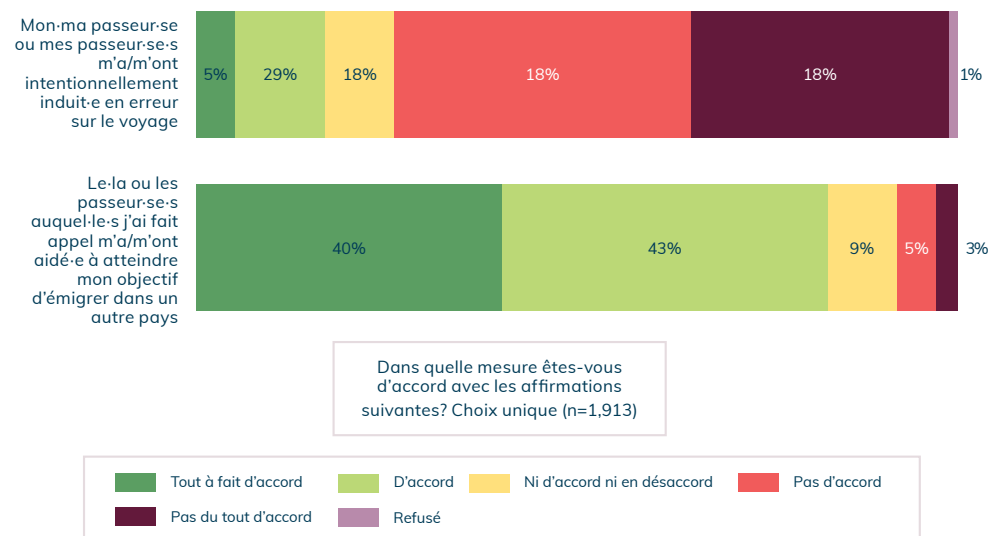
Les personnes interrogées ont indiqué que les passeur·se·s les avaient aidés à atteindre leurs objectifs de migration, 83% d'entre elles convenant que le(s) passeur·euse(s) avait(ent) joué un rôle clé dans la facilitation de leur voyage (voir Figure 5). Au Niger et au Mali, 87% et 86% des personnes interrogées, respectivement, reconnaissent que les passeur·se·s les ont aidées à atteindre leurs objectifs, alors qu'ils

9 Parmi les répondant·e·s qui ont reçu des informations avant et/ou après le départ. Les options de réponse avec un taux de pourcentage inférieur à 5% ont été regroupées dans la catégorie "Autres" et comprenaient "communauté en ligne" (4%), "diaspora au sens large" (3%), "gouvernement national" (<1%), "agence de placement privée" (<1%), "ONG/ONU" (<1%), "ambassades étrangères" (<1%), "refusé" (<1%).

et elles sont moins nombreux·euses (76%) à être de cet avis parmi les migrant·e·s interrogé·e·s au Burkina Faso. Cela souligne la valeur perçue des passeur·se·s en tant que facilitateur·ice·s de mouvement, en particulier dans les contextes où les voies d'accès régulières sont limitées.

**La plupart des migrant·e·s développent une relation de confiance avec leurs passeur·se·s.** 17% de tous les migrant·e·s interrogé·e·s ont déclaré s'être senti·e·s intentionnellement trompé·e·s par leurs passeur·se·s, le taux le plus bas étant enregistré au Mali (10%). De même, seuls 3% ont identifié les passeur·se·s comme des auteur·ice·s potentiel·le·s d'abus dans des endroits dangereux. Au Niger, cependant, 21% des répondant·e·s se sont senti·e·s intentionnellement induit·e·s en erreur par leurs passeur·se·s, contre 11% en 2021. Cette augmentation peut refléter une détérioration des interactions entre migrant·e·s et passeur·euse·s au Niger suite à l'[abrogation de la loi contre le trafic](#) en 2023, peut-être en raison d'un afflux de passeur·euse·s inexpérimenté·e·s privilégiant le profit à la qualité du service, ainsi que des attentes accrues des migrant·e·s en matière de voyages plus sûrs ou plus efficaces qui, lorsqu'elles ne sont pas satisfaites, contribuent au sentiment d'avoir été induit·e·s en erreur.

**Figure 5. Perception globale des passeur·se·s parmi les migrant·e·s qui ont fait appel à leurs services**



MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF DENMARK

## Collecte de données 4Mi

[Le 4Mi](#) est le système phare de collecte de données primaires du Centre pour les migrations mixtes. Il s'agit d'une approche innovante qui permet de combler les lacunes en matière de connaissances et d'informer les politiques et les réponses concernant la nature des migrations mixtes et les risques de protection pour les migrants en déplacement. Les enquêteurs de terrain du 4Mi collectent actuellement des données par le biais d'entretiens directs avec des migrants en Afrique orientale et australe, en Afrique du Nord, en Afrique de l'Ouest, en Europe, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il convient de noter que l'approche par échantillonnage signifie que les conclusions tirées de l'échantillon enquêté fournissent des informations riches, mais que les chiffres ne peuvent pas être utilisés pour faire des déductions sur la population totale. Pour plus d'informations sur l'analyse du 4Mi et des détails sur la méthodologie, voir [www.mixedmigration.org/4mi](http://www.mixedmigration.org/4mi)